

La France dresse son bilan 2004 ; et nos concitoyens risquent de connaître un réveil difficile. En effet, la France va se retrouver avec un déficit commercial record ; avec, à la clef la litanie habituelle : rigueur, austérité, blocage des salaires et taxation de certains prix administrés.

L'excédent commercial que connaissait la France depuis 1993 vient de s'évanouir. En effet, en 2004, la France a accusé un déficit de 7 milliards d'euros, contre un excédent de 3 milliards d'euros en 2003. Ces mauvais chiffres étaient prévisibles depuis deux mois. Qu'on en juge : pour 2004, notre déficit commercial atteignait déjà 5,3 milliards d'euros en octobre, dont 2,1 milliards pour le seul mois d'octobre. A titre de comparaison, l'Allemagne connaissait sur le même période un excédent de 133,4 milliards d'euros ; et, de janvier à octobre 2003, notre pays était en excédent de 699 millions.

On peut certes mettre en avant la facture énergétique qui a augmenté de 24% ; mais la principale explication réside dans la faiblesse de nos exportations : en octobre 2004, elles n'ont augmenté que de 0,3% alors que nos importations gonflaient de 4,9%.

Ces mauvais chiffres s'expliquent évidemment par notre déficit public, qu'on appelle le « jumeau » du déficit extérieur : un pays ne peut pas durablement éviter le déficit commercial lorsque ses administrations publiques dépensent plus qu'elles ne reçoivent.

Mais l'aggravation de nos comptes trouve sans doute sa source dans un phénomène plus profond : notre économie n'est plus compétitive à l'exportation. Nos produits ne sont plus techniquement concurrentiels ; et nous ne prospectons pas suffisamment vers les pays émergents et solvables de l'Asie du Sud Est. Conséquence : en dix ans, notre part de marché dans le commerce mondial est tombé de 6,3% à 5,1%.

En d'autres temps, ces statistiques calamiteuses auraient provoqué une tempête spéculative sur le Franc. Il n'en est plus de même avec la zone Euro, dont le commerce extérieur reste globalement excédentaire.

Et le Gouvernement nous explique que cette situation pourrait indéfiniment perdurer ; comme si la Lorraine pouvait indéfiniment masquer son déficit derrière les excédents de la Côte d'Azur ! Or, rien n'est moins sur : un jour ou l'autre, les pays vertueux de l'« Euroland » vont sommer les cancre, dont la France et la Grèce, de revenir dans les rangs.

Ce jour là, la potion sera amère : le coup de frein sur la consommation ne permettra aucunement d'atteindre 2,2% de croissance en 2005. Et la purge sera

sévère : pourquoi le cacher aux Français, alors qu'aucune échéance électorale ne se profile encore ?

Jean Richard SULZER

Professeur à l'Université Paris Dauphine